

La formation s'adresse aux personnes confrontées à la question des discriminations sexuelles dans leur pratique professionnelle ou politique, ainsi qu'à toute personne intéressée par les questions de genre et d'égalité entre les sexes.

Elle s'inscrit dans une approche interdisciplinaire et est conçue en fonction de

trois objectifs principaux :

apporter des données souvent mal connues concernant
les discriminations sociales à l'égard des femmes;

fournir des instruments pour comprendre les mécanismes de la reproduction
des inégalités et des stéréotypes liés au sexe;

nourrir la réflexion sur les changements sociaux et sur les stratégies
pour instaurer l'égalité dans les faits.

Lieu de la formation :

Jeudi : Maison des associations, 15 rue des Savoises

Vendredi : Uni Mail, 40 Bd du Pont-d'Arve, salle MS040

finances d'inscription :

CHF 350.- / module

programme et informations :

www.unige.ch/etudes-genre/formation-continue

Certificat de formation continue Etudes genre

Aspects sociaux et culturels du féminin et du masculin

Cycle 2010 - 2013

Module 5

La représentation politique : histoire et enjeux actuels

1^{er} et 2 décembre 2011



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Jeudi 1^{er} décembre

Maison des associations
salle Thomas Sankara

9h – 10h30

Le mouvement des femmes entre le politique et la politique

NADINE PLATEAU, sociologue, présidente de la commission
Enseignement du Conseil des femmes, Belgique

pause café

10h50 – 12h20

**Genre et représentation politique en Suisse :
Histoire et causes du retard helvétique**

BRIGITTE STUDER, professeure en histoire contemporaine
à l'Université de Berne

pause repas

13h30 – 15h

**De la discrimination positive à la diversité :
les avatars de l'égalité en France**

ALEXANDRE JAUNAIT, maître de conférences en science politique
à l'Université de Poitiers, chargé de cours à Sciences-Po

pause

15h20 – 16h50

**Le genre comme identité stratégique en politique :
circonstances et vulnérabilité**

MARION PAOLETTI, maîtresse de conférences en science politique,
Université Montesquieu Bordeaux, Centre Emile Durkheim

Vendredi 2 décembre

Uni Mail
salle M So40 (sous-sol)

9h – 10h30

**Les opinions envers la discrimination positive
en faveur des femmes: entre l'éducation,
la méritocratie et la dominance sociale**

KLEA FANIKO, chercheuse post-doctorale à l'Université de Genève
et collaboratrice scientifique à UNIFEM (UN Entity for Gender
Equality and Empowerment of Women), Albanie

pause café

10h50 – 12h20

**Les femmes dans la politique suisse :
un état des lieux comparatif**

LEA SGIER, politologue, professeure assistante à la
Central European University (CEU) à Budapest
et chargée de cours aux Universités de Genève et d'Essex (GB)

buffet-repas

13h30 – 15h

Le paradoxe du féminin dans la modernité politique

LORENA PARINI, politiste, maître d'enseignement et de
recherche en études genre à l'Université de Genève

pause

15h20 – 16h50

Discussion autour des projets de mémoires

Module 5

La représentation politique : histoire et enjeux actuels

1^{er} et 2 décembre 2011

Résumés des interventions

Le mouvement des femmes entre le politique et la politique

NADINE PLATEAU

Je diviserai mon exposé en trois parties. La première traitera de ce qui caractérise le mouvement des femmes dans les années 70 en Belgique, à savoir le rejet du politique, des institutions, de l'autorité et de la hiérarchie ainsi qu'une redéfinition de la politique via la problématisation de nouvelles questions. La seconde abordera l'institutionnalisation des politiques d'égalité f/h au plan international, national et local qui va enclencher un processus de reconfiguration du mouvement des femmes. Dans la troisième partie, je tracerai l'évolution de ce mouvement à l'aide d'un cas particulier, celui d'une association de promotion des études féministes. Evolution caractérisée par la professionnalisation et le recours à des stratégies de coopération avec le monde politique.

Genre et représentation politique en Suisse : Histoire et causes du retard helvétique

BRIGITTE STUDER

Au cours du XXe siècle, le système politique suisse est régulièrement brandi par les élites comme la plus ancienne des démocraties, et aussi comme la plus avancée. Pourtant, il aura fallu 120 ans et plus de 70 votations pour que les femmes suisses obtiennent un droit que les hommes avaient obtenu en 1848 déjà, l'accès à la citoyenneté politique. Comment peut-on expliquer ce retard helvétique ? Dans ma conférence, j'aimerais proposer quelques pistes de réflexion pour comprendre comment la démocratie suisse a pu s'opposer aussi longtemps au principe d'égalité dans le domaine des droits de représentation et de participation politique.

De la discrimination positive à la diversité : les avatars de l'égalité en France

ALEXANDRE JAUNAIT

Loin d'être massivement revendiquée comme un instrument de transformation sociale et de lutte pour l'égalité, la discrimination positive n'a pas bonne presse en France, et elle est encore aujourd'hui décriée au nom de la République et de ses idéaux d'universalité. La révision constitutionnelle de 1999 et la loi sur la parité de 2000 favorisant l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ont été adoptées dans la douleur et explicitement justifiées comme différentes de la discrimination positive « à l'américaine ». Ce n'est d'ailleurs plus de discrimination positive qu'on parle aujourd'hui en France, mais de « diversité », le concept s'étant imposé depuis la moitié des années 2000 sous l'impulsion du patronat français et sous la contrainte du droit antidiscriminatoire

européen. Nous retracerons la genèse de ce concept et de ses problématisations en comparant les terrains de l'antidiscrimination français et américains, pour enfin en proposer quelques éléments d'évaluation.

Le genre comme identité stratégique en politique : circonstances et vulnérabilité

MARION PAOLETTI

Le genre en politique peut apparaître comme une ressource à valoriser, une identité à différencier par les candidat-e-s. Mais il s'agit d'une ressource toujours susceptible de se retourner en stigmate. Les différentes élections françaises, locales et nationales, depuis l'adoption de la réforme paritaire au début des années 2000, montrent que le genre féminin en politique doit s'envisager comme une identité stratégique contingente, circonstancielle, vulnérable, individuellement et collectivement.

Les opinions envers la discrimination positive en faveur des femmes : entre l'éducation, la méritocratie et la dominance sociale

KLEA FANIKO

Cette présentation s'intéresse à l'impact du niveau d'éducation sur les opinions envers les mesures de discrimination positive en faveur de la promotion professionnelle des femmes dans les entreprises. La littérature consacrée à cette relation présente des résultats inconsistants : certains travaux ne montrent que l'éducation n'a pas d'effet sur l'accueil réservé aux mesures positives, tandis que d'autres suggèrent que cette relation pourrait être influencée par la nature des mesures positives. Nos attentes s'appuient sur les thèses de l'effet libérateur et de l'effet reproducteur de l'éducation. Nos études menées auprès de cadres, d'employés et d'étudiants mettent en évidence un lien négatif entre le nombre d'années d'études et l'acceptation des mesures positives. Toutefois, cet effet apparaît essentiellement dans le cas de la mesure favorisant l'appartenance groupale des candidates par rapport à leurs caractéristiques personnelles, et non pas dans le cas de la mesure s'appuyant sur les compétences et le mérite des candidates. Nos études mettent en évidence les mécanismes qui génèrent ces opinions : l'orientation à la dominance sociale et l'adhésion aux principes méritocratiques. Dans l'ensemble, les résultats corroborent davantage la thèse de l'effet reproducteur de l'éducation que celle de l'effet libérateur de l'éducation.

Les femmes dans la politique suisse: un état des lieux comparatif

LEA SGIER

L'entrée formelle des femmes dans la politique suisse a été tardive (années 1960 sur le plan cantonal, 1970 sur le plan fédéral), mais à partir des années 1980 et surtout 1990, l'on constate un phénomène de "rattrapage" relativement rapide qui a rapproché la Suisse d'autres pays européens. Cette contribution commence par analyser cette trajectoire suisse et en fournit des éléments explicatifs, notamment institutionnels et culturels. Elle la situe ensuite par rapport à d'autres pays européens afin d'en montrer les spécificités. Enfin, cette contribution donne aussi un panorama de la littérature existante sur la question des femmes dans la politique suisse, et montrera par là à quel point la recherche dans ce domaine reste sous-développée. L'accent principal sera mis sur le domaine de la représentation politique, mais en filigrane on abordera aussi d'autres dimensions de la question (la politique non institutionnelle, les politiques de l'égalité, la culture politique).